

Budget 2013 – 19 au 21 décembre 2012
Politique de la Ville, par Ghyslaine Degrave

La crise des banlieues populaires qui perdure depuis de nombreuses années est d'abord un problème social. Elle résulte de la concentration de populations pauvres dans certains territoires qui vivent en situation de précarité et d'insécurité sociale, frappés par le chômage et les reculs de l'Etat providence.

On observe les dégâts d'une répartition de richesse inégalitaire dans notre pays et une insuffisance de prise en compte des besoins des habitants, dont notre jeunesse à qui nous proposons un triste avenir.

La politique de la ville est aussi révélatrice de la crise des valeurs et des institutions.

Le rapport de la Cour des Comptes de juillet 2012 démontre que malgré les réformes successives, les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et les villes environnantes ne se sont pas réduits, avec une dilution des interventions sur beaucoup de quartiers, des défauts de gouvernances et de coordination, un manque d'articulation entre la rénovation urbaine et l'accompagnement social, une répartition inadéquate des crédits dédiés à la politique de la ville, une faible mobilisation des politiques publiques de droit commun.

La politique de la ville doit être une priorité nationale.

Notre groupe EELV souhaite une approche globale de problèmes, les moyens d'une réelle participation des habitants concernés et une cohérence des politiques publiques,.

Refaire la ville implique un partenariat entre l'Etat, les collectivités, les acteurs locaux, avec un renforcement des moyens d'action et de droit commun, la mobilisation des services publics dans les quartiers, des politiques concertées à l'échelle des territoires, une péréquation fiscale en faveur des communes les plus pauvres, comme notre élu Stéphane GATIGNON l'a rappelé dernièrement dans le cadre d'une grève de la faim.

Aussi, notre groupe se réjouit de la réforme de la politique de la ville annoncée par le gouvernement actuel. Nous souhaitons que la région Ile de France y prenne toute sa place. C'est dans cette perspective que la commission politique de la ville a auditionné de nombreux experts en complément du séminaire engagé par l'exécutif.

Ce budget 2013 peut être considéré comme un budget de transition dans l'attente d'une réforme des politiques régionales. La région possède une bonne connaissance des territoires à travers le SDRIF et d'autres politiques qu'elle mène : logement, transports, formation, lycées, environnement, santé.

Elle peut être un partenaire des futurs contrats uniques dans sa réflexion sur les politiques de droit commun qui pourraient y être intégrées, dans la garantie d'objectif d'égalité sociale et territoriale, dans l'élaboration de ces contrats avec l'Etat.

Aussi, dès maintenant, notre groupe EELV demande la construction d'un jeune budgétaire sur la politique de la ville.

Par ailleurs, les habitants doivent être au cœur des politiques et la région doit apporter les moyens d'une réelle démocratie participative, la démocratie électorale ne suffisant pas.

La région pourrait à travers son budget favoriser les initiatives des habitants, leur accompagnement par les associations d'Education Populaire, la valorisation des expériences de quartiers, la construction d'une ingénierie sociale.

En conclusion, si nous regrettons dans ce budget, une baisse des crédits de paiement affectés aux actions non contractualisées, au détriment des associations et des populations bénéficiaires des dispositifs, dans l'attente de nouvelles politiques régionales, le groupe EELV votera favorablement le budget 2013.